

20240121 Le Monde

https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/01/21/dans-le-cortège-parisien-contre-la-promulgation-de-la-loi-immigration-l-unite-momentanee-de-la-gauche_6212138_823448.html

Dans le cortège parisien contre la promulgation de la loi immigration, l'unité momentanée de la gauche

Quelque 160 marches ont eu lieu dimanche pour réclamer l'abrogation de la loi immigration. Dans le cortège, toute la gauche syndicale, politique et associative, mais aussi des électeurs d'Emmanuel Macron se demandant « où est passé » leur vote barrage.

Par [Julia Pascual](#) et [Julie Carriat](#)

Article réservé aux abonnés



Dans la manifestation parisienne pour l'abrogation de la loi « immigration », dimanche 21 janvier. THOMAS PADILLA / AP

Environ 150 000 personnes selon la CGT. Moitié moins selon le ministère de l'intérieur. Dimanche 21 janvier, la loi « immigration » – votée le 19 décembre par le Parlement – a réuni ses opposants au travers de quelque 160 marches. Une mobilisation à l'appel notamment des syndicats CGT et CFDT et d'associations telles que France terre d'asile, la Cimade ou le Secours catholique, qui n'a pas dépassé, en nombre de manifestants, celle organisée une semaine auparavant à l'initiative notamment de collectifs de sans-papiers.

« Ce n'est pas qu'on pense que cela changera grand-chose mais c'est un devoir d'être ici, estimait Laurence (toutes les personnes citées par leur prénom ont souhaité conserver leur anonymat), une retraitée de l'édition de 75 ans, croisée dans le cortège parisien. La préférence nationale [consacrée dans le texte de loi par le conditionnement de prestations sociales à cinq ans de résidence en France], ce n'est pas possible ».

Alors que le Conseil constitutionnel doit se prononcer jeudi 25 janvier sur la conformité du texte, les manifestants réclamaient sa non-promulgation. « Je n'avais jamais passé le cap mais ces inégalités grandissantes, il faut que ça s'arrête, estimait Cléo, une ostéopathe de

32 ans, qui participait à sa première manifestation. *Avec cette loi, des gens qui vivent dans la précarité vont se retrouver avec encore moins de moyens alors que l'immigration n'a jamais été un problème. J'ai beaucoup travaillé dans la restauration et je sais à quel point c'est une main-d'œuvre importante.* »

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Loi « immigration » : 110 000 étrangers pourraient être touchés à terme par la réforme des prestations sociales](#)

« Même terre, mêmes droits »

Parmi les pancartes brandies dans le cortège parisien, fort de 16 000 personnes selon la préfecture, 25 000 selon la CGT, on pouvait lire : « *La France est un tissu de migrations* » ou encore « *Darmanin, on va mettre ton métier en tension* » et « *Même terre, mêmes droits* ». Laure, 41 ans, finissait d'écrire au feutre sur un carton : « *Il est où le barrage ?* » « *J'ai voté deux fois Macron au deuxième tour de l'élection présidentielle et je me sens trahie*, justifie cette journaliste de l'audiovisuel, qui n'avait jusque-là pas manifesté contre le texte. *A force, il n'y aura bientôt plus d'alternatives. Il est possible de discuter d'une politique migratoire, mais à la hauteur de nos valeurs.* »

« *Ce texte, qui contrevient à des principes comme le droit du sol [à travers la remise en cause de son automaticité pour les enfants nés en France de parents étrangers] c'est un coup porté à la République*, confiait Michel, 79 ans, retraité du secteur du théâtre. *C'est une capitulation de la sphère politique. C'est dangereux. Il faut que la gauche retrouve des vitamines.* »

Justement, à Paris, toute la gauche syndicale, politique, associative, était là ou presque, déterminée à enterrer la fin du « en même temps » macroniste à travers cette loi vue comme une compromission avec l'extrême droite. Et pourquoi pas, attirer à nouveau à elle des électeurs ayant soutenu Emmanuel Macron.

Faure, Tondelier, Toubon

Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste, a ainsi pris soin de remercier les « *humanistes* » venus défiler pour dénoncer cette loi qui est selon lui une « *faute contre la République* ». A ses côtés, Marine Tondelier, numéro un des écologistes, Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste français (PCF), et pour La France insoumise, la députée européenne Manon Aubry, s'affichaient unis dans le cortège de tête. Sophie Binet de la CGT et Marylise Léon de la CFDT autour de l'ancien ministre chiraquien et ex-défenseur des droits Jacques Toubon. Ce dernier fait le compte, il n'avait pas manifesté depuis au moins 2012. Et à quelques coudées, Benoît Hamon, l'ancien candidat socialiste à la présidentielle, et Najat Vallaud-Belkacem, ministre sous François Hollande.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Loi « immigration » : le risque d'une généralisation des droits différenciés pour les étudiants étrangers](#)

Malgré les querelles stratégiques, les cadres politiques se retrouvent dans l'opposition à la loi. « *En Europe, une partie de la gauche a adopté la rhétorique de l'invasion. Pas en France* », se félicitait M^{me} Vallaud-Belkacem. En guise d'espoir, les cadres attendent la décision du Conseil constitutionnel, prévue jeudi. « *On prendra ce qu'on peut, mais quelle que soit la décision du Conseil constitutionnel, on continuera de batailler contre la totalité de la loi* », estimait, place du Trocadéro, la présidente des députés LFI, Mathilde Panot.

Pour autant, cet accord de fond ne déclenche pour l'heure aucun élan unitaire pour les prochaines élections européennes. Il n'y a guère que La France insoumise qui espère encore l'unité le 9 juin. « *Si on est sérieux sur le franchissement de seuil, sur les responsabilités qui nous incombent pour contrer l'extrême droite, il faut se donner les moyens d'être la première liste aux élections européennes, ce qui est tout à fait possible. Sinon, nous ne serons pas à la hauteur de la situation* », ajoutait Mathilde Panot. Ses collègues préféraient évoquer une unité bien plus large, allant au-delà des partis ce dimanche.

Interrogée sur le niveau incomparable de mobilisation atteint l'an dernier lors de l'opposition à la réforme des retraites, Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, mesurait : « *C'est une question sur laquelle, tout le monde, à tort, se sent peu concerné.* » Présentée d'abord sur un terrain moral, l'opposition à la loi immigration reste pour le moment cantonnée à un public très politisé. La foule parisienne, même fournie, peinait à dépasser la base militante des partis, organisations et associations participantes. A la fin du cortège, le président socialiste du département de la Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel, le mesurait : « *Le chemin est long. Pour mener la bataille culturelle et politique, il faudra plus.* »

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Loi « immigration » : sur la « préférence nationale » pour le versement des prestations sociales, l'esquive de Macron](#)

[Julia Pascual](#) et [Julie Carriat](#)